

Déclaration de politique étrangère

Déclaration du Gouvernement à l'ouverture du débat de politique étrangère au Parlement, le mercredi 11 février 1998

(Traduction non officielle)

Madame la Présidente/Monsieur le Président,

Au seuil d'un siècle nouveau, il y a des raisons de croire en l'avenir comme de s'interroger sur l'évolution dans le monde.

Nous avons derrière nous deux guerres mondiales et un nombre incalculable de conflits régionaux, le colonialisme, le génocide et cette tache d'infamie de l'histoire, l'Holocauste.

La crispation de la guerre froide est passée et la démocratie progresse dans une grande partie du monde. Le libre-échange crée les conditions requises pour le développement économique et une répartition plus équitable des ressources. Les intérêts quotidiens des gens s'entretiennent par-delà les frontières. La sécurité est de plus en plus assurée par la coopération. Jamais sans doute la Suède ne s'est trouvée dans une meilleure situation sur le plan de la sécurité.

Pour autant, nous ne saurions fermer les yeux devant les menaces et les défis. Notre monde connaît les manquements au respect des droits de l'homme ainsi que la pauvreté massive, les épidémies et les menaces sur l'environnement. Nous sommes accablés par les guerres civiles, provoquées par l'oppression des minorités et la peur de ce qui est différent. Nos propres sociétés sont en lutte contre le chômage, la criminalité organisée et les fossés qui se creusent entre les hommes.

Dans une telle situation, il importe de prendre acte des grands progrès qui ont été réalisés et de s'attaquer énergiquement aux tâches devant lesquelles nous nous trouvons. Il s'agit de rendre nos propres sociétés sûres et stables, en même temps que nous devons souscrire à la coopération internationale et à la nécessité de la solidarité.

Participer activement à une revitalisation de la coopération dans notre espace de voisinage et en Europe tout en assumant nos responsabilités à l'échelle planétaire, voilà qui doit aller de soi pour la Suède.

Madame la Présidente/Monsieur le Président,

Nous partageons entre pays nordiques une histoire et une culture communes et nous comprenons dans l'ensemble nos langues respectives. L'intégration est si poussée qu'on la considère comme allant de soi. La coopération nordique constitue une base pour l'action du gouvernement dans notre espace de voisinage, en Europe et dans le monde.

La Suède assume cette année la présidence de la coopération intergouvernementale nordique. Le gouvernement entend approfondir cette coopération en se concentrant sur l'action en faveur de l'emploi et l'amélioration de notre environnement.

Terrains d'affrontement au cours de la guerre froide, la région de la Baltique et celle de la mer de Barents se transforment aujourd'hui en modèles pour la coopération et la sécurité dans l'Europe nouvelle. Le sommet de la Baltique à Riga et la réunion des ministres des affaires étrangères du Conseil euro-arctique de Barents à Luleå sont venus confirmer la communauté de valeurs existant aujourd'hui. Cette région possède des potentialités pour devenir un pôle de croissance en Europe.

La coopération dans la région de la mer de Barents a apporté une amélioration de la sûreté nucléaire, des conditions plus favorables pour le développement économique et une intensification des contacts par-delà les frontières.

La coopération autour de la Baltique ne se limite pas aux potentialités nouvelles. C'est aussi une coopération afin de maîtriser une partie des problèmes d'ajustement apparus dans le sillage de l'évolution positive en Europe centrale et orientale. Le groupe qui lutte contre la criminalité organisée a obtenu le renouvellement de son mandat lors de la réunion de Riga. Les ministres du commerce vont s'efforcer, à la suite d'une initiative suédoise, d'assouplir les conditions commerciales pour les PME dans la région. À la réunion des ministres des affaires étrangères de juin, un projet d'Agenda 21 visant à promouvoir un développement durable dans la région de la Baltique sera adopté.

Les efforts de la Suède en faveur de bonnes relations de voisinage dans sa région et d'un élargissement réussi de l'UE sont considérables. En mars, le gouvernement présentera son projet de nouveau programme triennal pour la coopération avec l'Europe centrale et orientale. La coopération s'oriente maintenant de plus en plus vers le soutien à l'adhésion de l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie et la Pologne à l'UE et le resserrement des liens de la Russie avec les structures de coopération européennes.

Pour réaliser une Europe intégrée – au-delà des clivages historiques, politiques et économiques – il faut que tous les États et organisations concernés conjuguent leurs efforts. Le moteur de ce processus est l'UE et son ouverture à l'est. Notre décision récente d'ouvrir la porte à de nouveaux membres a représenté un grand pas en avant pour l'Europe. Tous les pays candidats participent maintenant au processus d'élargissement, ce qui renforce le travail de réforme et stabilise la démocratie.

Le motif le plus important pour l'élargissement est de promouvoir la sécurité dans toute l'Europe. L'élargissement contribuera en même temps à l'expansion économique et à la santé de l'environnement dans les pays membres présents et futurs.

Au sein de l'UE, il nous faut rénover les institutions et réformer la coopération – tout particulièrement dans le domaine agricole - afin que le fonctionnement de l'Union puisse rester efficace avec de nouveaux membres. Pour les pays candidats, il s'agit de remplir les conditions de l'adhésion sur le plan de la démocratie, d'un

environnement sain ainsi que du bon fonctionnement de l'économie de marché, de l'administration et de la justice.

L'intégration des États baltes à la nouvelle Europe est d'un intérêt majeur pour la Suède. Ils sont en train de réformer de manière énergique leurs sociétés afin de pouvoir adhérer à l'UE. La coopération entre eux et avec la Russie a évolué favorablement. L'expansion économique est impressionnante. Le gouvernement a pris l'initiative d'un programme nordique de soutien aux Baltes dans les domaines de la justice, de la police et de la politique migratoire.

L'élargissement doit aller de pair avec un développement et un approfondissement de la coopération au sein de l'UE. En même temps qu'elle s'agrandit, la communauté doit devenir un outil efficace pour affronter la réalité que connaissent les citoyens de l'Europe – forts taux de chômage, problèmes d'environnement et injustices sociales.

Des négociations d'élargissement s'ouvrent aussi avec Chypre. Les efforts de paix s'engagent ainsi dans une nouvelle phase qualitative. Cela doit améliorer les chances de parvenir enfin à une solution durable au conflit.

Le gouvernement veut voir l'UE développer ses relations avec la Turquie. Ce pays se place clairement dans une perspective d'adhésion, ce qui implique que nous attendons de lui des progrès en matière de respect des droits de l'homme, de démocratie et de protection des minorités.

Le gouvernement entend contribuer à ce que l'UE fasse preuve d'une ouverture au monde extérieur et d'un engagement international fort. Il faut par exemple que la politique européenne de la Méditerranée intègre plus fortement l'ambition d'instituer un libre-échange dans tous les domaines, y compris dans le secteur agricole, ainsi qu'un vaste effort en faveur du développement et du dialogue culturel.

Le gouvernement mène à travers l'UE une action afin que la réglementation commerciale multilatérale dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) continue de réduire les entraves aux échanges économiques, au commerce et aux investissements. La mise en place de la monnaie commune aura une grande signification pour l'ensemble de l'UE, y compris pour les pays qui n'y participeront pas au départ. La Suède s'emploiera donc à contribuer à la réussite de l'UEM.

Le gouvernement oeuvre pour que les possibilités offertes par la politique étrangère et de sécurité commune de l'UE soient exploitées. Le traité d'Amsterdam a créé les conditions voulues pour un approfondissement de cette coopération, notamment par une capacité renforcée de prévention et de gestion des conflits.

L'UE a besoin d'une politique plus restrictive en matière d'exportations d'armement. Le gouvernement veut que les lignes directrices adoptées par le Conseil européen soient précisées de manière restrictive dans le cadre d'un code de conduite. Le gouvernement oeuvre aussi afin que l'initiative de la Commission en vue d'une stratégie de l'Union pour l'industrie de l'armement débouche, entre autres, sur des règles plus restrictives pour les exportations de matériel militaire et davantage de transparence s'agissant des ventes d'armes des pays de l'UE.

L'importante visite du président Eltsine en Suède est venue confirmer l'intensification de la coopération suédo-russe. L'évolution favorable des échanges dans tous les domaines entre la Russie et la Suède construit une communauté approfondie entre nos pays.

Cette visite s'inscrivait aussi dans le cadre des efforts visant à lier plus solidement la Russie à la coopération européenne. Le gouvernement entend faciliter ce rapprochement en apportant un soutien accru au travail de réforme en Russie.

La Suède exhorte la Russie à signer les accords frontaliers avec l'Estonie et la Lettonie. Une telle mesure aurait un effet majeur s'agissant d'instaurer la confiance dans toute la région de la Baltique.

Il y a lieu de se réjouir de ce que la Russie ait présenté des propositions concrètes en vue de renforcer la confiance et la coopération dans la région de la Baltique. Le gouvernement veut continuer d'en discuter, notamment en ce qui concerne l'économie, l'environnement et les contacts entre les peuples. Le gouvernement désire développer la coopération militaire pratique avec la Russie dans le cadre du Partenariat pour la paix. Nous rejetons en revanche toute idée de dispositifs militaires de sécurité régionaux.

L'accord cadre entre l'OTAN et la Russie est une pierre angulaire dans l'édification de la sécurité paneuropéenne. Les deux parties ont le devoir de donner à cet accord un contenu concret. Il va de l'intérêt de toute l'Europe que s'instaure une relation positive et constructive entre la Russie et l'OTAN.

Cet accord, joint à l'approfondissement du Partenariat pour la paix, à la création du Conseil de partenariat euro-atlantique et à la décision d'inviter trois pays d'Europe centrale à adhérer, marque une nouvelle orientation de la part de l'OTAN. Une large coopération contribue à la sécurité de l'ensemble de l'Europe. Il importe que ce processus de changement se poursuive.

La gestion commune des crises et l'action en faveur de la paix apparaissent de plus en plus nettement comme les tâches militaires principales pour les États européens. Le gouvernement coopère avec l'OTAN pour faire face au nouvel ordre du jour en matière de sécurité. Dans ce domaine comme sur d'autres questions de politique de sécurité, la Suède coopère étroitement avec la Finlande.

La coopération avec l'OTAN n'inclut pas la défense de notre territoire. La non-participation de la Suède aux alliances militaires visant à lui permettre de rester neutre en cas de guerre dans son espace de voisinage demeure. En tant que pays n'appartenant à aucune alliance militaire et apportant un soutien actif aux Nations Unies, la Suède a toujours su distinguer la défense de son propre territoire et les actions en faveur de la paix sur mandat de l'ONU. Cette démarcation claire demeure et constitue une base pour notre coopération avec l'OTAN.

Le gouvernement appelle de ses vœux un système de sécurité paneuropéen dans lequel les pays européens coopèrent pour faire face aux problèmes de sécurité d'une ère nouvelle. C'est dans ce processus que se créeront les conditions d'une réduction des niveaux d'armement et d'un démantèlement progressif des armes nucléaires.

Avec le large cercle de ses membres et sa conception globale de la sécurité, l'organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) constitue une autre pierre angulaire de l'édification de la sécurité européenne. Les tâches majeures de l'OSCE sont aujourd'hui la prévention des conflits, la gestion des crises et les efforts de réconciliation après un conflit, ainsi que la maîtrise des armements.

Le nombre croissant de pays membres du Conseil de l'Europe illustre les progrès de la démocratie sur notre continent. Les actions du Conseil de l'Europe contribuent à consolider la démocratie, renforcent le respect pour les droits de l'homme et font progresser les principes de l'État de droit. Le gouvernement oeuvre pour un suivi effectif du sommet d'octobre 1997 du Conseil de l'Europe. Cela concerne tout particulièrement le programme relatif aux besoins de protection de l'enfance adopté à la suite d'une proposition suédoise.

Une évolution pacifique dans les Balkans suppose un engagement international à long terme. Les forces qui soutiennent l'accord de Dayton ont besoin du concours du monde extérieur pour que la réconciliation l'emporte sur les forces de division. C'est ainsi que l'on peut donner aux gens des possibilités de rentrer dans leurs foyers.

Le soutien suédois à la reconstruction donne la priorité à l'aide aux structures démocratiques et économiques ainsi qu'au retour des réfugiés. Ce soutien doit contribuer à une intégration de la région dans la coopération européenne.

L'action en faveur de la paix en Bosnie exige le maintien d'une présence militaire et policière. Le gouvernement suédois est disposé, à condition que le Conseil de sécurité en donne le mandat, à continuer d'apporter une contribution en troupes. Une telle force devrait, comme celle en place, être organisée par l'OTAN et comporter un élément de troupes américaines sur le terrain. Le maintien d'une large participation, y compris celle de la Russie, est également essentiel.

Il importe que l'engagement américain en Europe soit maintenu. La présence des États-Unis est d'une grande importance pour la paix et le développement dans toute l'Europe.

Madame la Présidente/Monsieur le Président,

L'appartenance et la participation très active de la Suède aux Nations Unies restent un pilier fondamental de la politique extérieure du gouvernement.

Dans le cadre des Nations Unies, nous prenons part à l'édification de l'ordre juridique international qui garantit aussi notre propre sécurité. L'ONU est un instrument indispensable de la lutte contre les menaces qui pèsent à long terme sur la survie de l'humanité.

L'élection de la Suède au Conseil de sécurité pour la période 1997-98 était l'expression de la confiance dont bénéficie notre politique étrangère. Le gouvernement suit dans son action au sein du Conseil le programme dont j'ai rendu compte au Riksdag après l'élection de la Suède. Nous voulons oeuvrer pour des interventions rapides, autant que possible préventives, et coordonnées des Nations

Unies dans les situations de conflits, ainsi que pour un Conseil de sécurité plus ouvert. Notre grande finalité est de faire en sorte que les Nations Unies et le Conseil de sécurité puissent assurer aussi efficacement que possible le maintien de la paix et de la sécurité dans le monde.

Le gouvernement s'emploie à promouvoir une action ferme et unanime des Nations Unies en Iraq. Les résolutions du Conseil de sécurité doivent être respectées et les armes de destruction massive de l'Iraq éliminées. Il est inacceptable que l'Iraq entrave sérieusement les activités de contrôle des Nations Unies. La politique de Saddam Hussein est à l'origine de grandes souffrances humaines pour les citoyens de son pays, et notamment pour la population kurde du nord. Pour éviter de nouvelles souffrances, il faut que le dirigeant iraquien coopère avec l'ONU afin de rendre possible une solution pacifique à une grave crise internationale.

Le gouvernement travaille à limiter dans toute la mesure du possible les conséquences humanitaires néfastes des sanctions internationales. Les besoins humanitaires et le respect des droits de l'homme sont au centre des prises de position suédoises.

Nous voulons parvenir à une meilleure coordination entre les actions militaires, policières et civiles des Nations Unies. C'est à cette fin que nous avons pris en juillet, lorsque nous présidions le Conseil, une nouvelle initiative sur la police civile dans les opérations de l'ONU – dans bien des cas un groupe clé pour la gestion des conflits intérieurs. Nous poursuivons maintenant cette initiative, à l'ONU comme en Suède. Une centaine de policiers suédois sont aujourd'hui à la disposition du système d'alerte des Nations Unies pour des actions en faveur de la paix.

Après l'entrée en fonction du nouveau secrétaire général, M. Kofi Annan, des progrès notables ont été accomplis dans la voie de la réforme à l'ONU. Nous avons constaté une amélioration de la direction politique et une rationalisation de l'organisation.

En 1998, le gouvernement agira en vue de la mise en place d'un nouveau système de financement des activités d'aide au développement des Nations Unies assurant une meilleure prévisibilité et une répartition plus équitable des charges. L'Assemblée générale du millénaire offrira une occasion de focaliser l'attention sur les tâches futures des Nations Unies.

Ce qui décidera en dernier ressort du succès de l'ONU, c'est la volonté politique des États membres de la soutenir, de l'utiliser et de mettre les moyens nécessaires à sa disposition. Tous les États membres doivent s'acquitter intégralement de leurs contributions, en temps utile et sans poser de conditions. Cela vaut en particulier pour le plus gros des contributeurs. Le peu d'empressement des États-Unis à payer leur part compromet la poursuite du travail de réforme.

Dix ans après la fin de la guerre froide, d'importants arsenaux nucléaires sont toujours face à face et le risque de dissémination subsiste. L'action en vue d'aboutir à un monde délivré des armes de destruction massive conserve une priorité élevée pour le gouvernement suédois.

Il serait bon que les États nucléaires sortent leurs systèmes d'armes nucléaires de l'état de préparation opérationnelle. Le gouvernement s'emploie à faire prendre en considération dans l'action internationale pour le désarmement les propositions de la Commission de Canberra pour un monde sans armes nucléaires.

Les États qui ont renoncé d'eux-mêmes à se doter d'armes nucléaires sont en droit d'obtenir des garanties de ne pas être exposés à l'emploi ou à la menace de l'emploi de telles armes. Le gouvernement souhaite l'élaboration d'un accord international juridiquement contraignant dans ce domaine.

Un aspect important de l'action pour le désarmement est le contrôle international des exportations, domaine où la Suède joue un rôle actif. Il s'agit d'éviter que des armements et des technologies de pointe sensibles tombent en de mauvaises mains – de rendre plus difficile la fabrication d'armes de destruction massive par certains pays.

Dans les guerres civiles, les armes légères causent de terribles souffrances humaines. Le gouvernement oeuvrera activement en vue de mesures concrètes de contrôle en ce qui concerne ces armes. Il a informé tout récemment le Secrétaire général des Nations Unies que la Suède applique dès maintenant les engagements fondamentaux de la convention d'Ottawa sur l'interdiction totale des mines antipersonnel.

Le 10 décembre 1948, l'Assemblée générale des Nations Unies adoptait la Déclaration universelle des droits de l'homme. C'est là qu'ont été jetées les bases du vaste ensemble normatif international qui existe aujourd'hui pour la défense de la dignité humaine.

Dans le cadre de ce cinquantième anniversaire, le gouvernement rendra compte de sa politique des droits de l'homme. Il faut accorder une plus grande attention qu'on ne l'a fait jusqu'ici aux droits économiques, sociaux et culturels. L'accent sera également mis sur les droits des enfants, des femmes et des minorités. Nous intensifierons nos efforts pour arriver à une abolition universelle de la peine de mort. Les droits de l'homme sont un facteur déterminant pour la promotion d'une culture démocratique.

La coopération au développement est pour la Suède un instrument indispensable s'agissant d'assumer ses responsabilités internationales. Les avancées de la démocratie et le progrès économique dans beaucoup des pays avec lesquels elle coopère lui permettent de devenir un partenaire apprécié pour ceux qui doivent par eux-mêmes faire valoir leurs droits, se libérer de la pauvreté et prendre en mains leur avenir. Avec la nouvelle politique d'aide au développement qui s'est dégagée, nous avons jeté des bases propices à des augmentations des crédits d'aide au développement dans les années à venir.

Madame la Présidente/Monsieur le Président,

Dans l'optique de la sécurité, il est pour l'essentiel heureux que les frontières nationales s'ouvrent davantage et que les pays et les peuples se rapprochent dans le

cadre de la rapide internationalisation de l'économie, de la culture, des technologies et des valeurs à laquelle nous assistons aujourd'hui.

La mondialisation a apporté à des millions d'êtres humains de régions du monde naguère pauvres une possibilité de sortir de la pauvreté. Mais dans son sillage, nous constatons aussi des clivages sociaux accrus. Les plus habiles et les plus compétitifs peuvent tirer parti des forces dynamiques de l'économie mondiale. Beaucoup voient, dans un monde qui se rétrécit, de nouvelles potentialités s'ouvrir à eux.

D'autres ont le sentiment d'être inutiles, ou perdent la position qui était la leur par suite des forces centrifuges de l'économie mondiale. En marge, on retrouve les moins instruits, les régions en retard de développement, et des pays tout entiers.

Les aspects bénéfiques de la mondialisation – intégration et progrès économique – créent les meilleures chances que nous ayons jamais eues de réaliser la paix, la démocratie et le développement. Mais la mondialisation a besoin aussi d'un cadre politique et éthique universel. Mettre au point des instruments politiques au niveau international pour maîtriser les forces néfastes de la mondialisation, c'est aussi prévenir les conflits.

Cette nécessité apparaît à l'évidence en Asie de l'Est et du Sud-Est, où la situation a rapidement changé. Des pays qui avaient connu une croissance sans précédent ont été précipités dans une profonde crise financière et structurelle. Les carences des systèmes économiques et politiques sont devenues manifestes. Les problèmes sociaux et environnementaux sont importants.

Le redressement peut demander du temps, mais les reconversions actuellement en cours pourront à terme redonner à ces pays une position de premier plan dans l'économie mondiale. Ils peuvent sortir renforcés de la crise s'ils parviennent à réformer leurs régimes dans le sens d'une progression de la démocratie, du pluralisme et de l'ouverture. Les travaux en cours en vue de l'élaboration d'une politique suédoise pour l'Asie marquent le vif intérêt du gouvernement pour un développement des relations avec les pays de ce continent.

La crise asiatique nous a rappelé la forte interdépendance qui existe entre les pays et les peuples, et la nécessité de la coopération internationale. Les économies ouvertes, la liberté des échanges et les rapidité des transactions financières qui prévalent aujourd'hui exigent une direction économique et politique capable de réagir rapidement en cas de crise tout en ayant une approche large, globale et à long terme des questions cruciales qui concernent notre destin à tous.

Le Proche-Orient partage avec l'Europe une longue histoire commune et un riche héritage culturel. La paix dans cette région est de leur intérêt commun. Le gouvernement s'inquiète vivement de l'enlisement du processus de paix.

Israël a droit à des frontières sûres et reconnues. Les Palestiniens ont le droit de former un État démocratique et d'accéder à la sécurité économique. Pour parvenir à un règlement, il faut qu'Israël se retire de la Cisjordanie et de Gaza conformément aux exigences du droit international et aux accords conclus entre les parties. Toutes

les forces de bonne volonté de la région et du reste du monde se doivent d'agir de concert pour que la confrontation fasse place à la coopération.

Israël doit mettre un terme à sa politique d'implantations contraire au droit des gens et à l'évincement des Palestiniens de Jérusalem. La coopération pour la sécurité doit être maintenue afin d'éviter les actes de terrorisme. Le statut de Jérusalem doit être inclus dans un accord de paix général et équitable. Les deux parties ont le devoir de respecter le droit international et les droits de l'homme.

L'Afrique présente des visages divers. La misère et la violence sont une réalité pour beaucoup d'Africains. Dans le même temps, des changements riches de promesses sont en cours. Une "renaissance africaine" apparaît possible. Le gouvernement aspire à établir un partenariat plus étroit avec les sociétés démocratiques émergentes d'Afrique. Nous voulons faire évoluer l'engagement historique fort qui est le nôtre en fonction des exigences d'une époque nouvelle. En mars, le gouvernement présentera son projet pour une nouvelle politique africaine.

L'Algérie a connu une nouvelle flambée de violence pendant le mois de jeûne du ramadan. Le gouvernement agit en vue de rechercher, dans le dialogue avec l'Algérie, des moyens de mettre fin à ces atroces violences. Il est nécessaire que le gouvernement algérien parvienne à rassembler les forces de la nation contre un terrorisme lâche et révoltant. L'ouverture, la démocratisation et le bon fonctionnement de l'État de droit sont des conditions nécessaires pour faire échec à la violence et isoler les responsables.

Il y a lieu de se réjouir de ce que les parties au conflit du Sahara occidental soient maintenant d'accord pour appliquer le plan de paix des Nations Unies. Le gouvernement, qui apporte son soutien au processus de paix sous la forme de policiers civils, est disposé en outre à fournir des observateurs électoraux. Nous examinons les possibilités d'apporter une contribution au déminage.

L'évolution en Amérique latine est positive. Le travail patient pour le développement de la démocratie et des économies plus ouvertes a conduit à des progrès dans presque toute la région. Des réformes sociales indispensables restent encore à accomplir, notamment en ce qui concerne l'éducation et la santé, pour réduire la pauvreté et consolider la démocratie. La Suède accueillera en mai une réunion des ministres du commerce et de l'économie de l'UE et de l'Amérique latine en vue de stimuler les échanges commerciaux et les investissements.

En Amérique centrale, des efforts patients en faveur de la paix, tant de la part des forces démocratiques nationales que des acteurs internationaux, ont abouti à ce que dans toute la région, la paix et la démocratie règnent aujourd'hui pour la première fois depuis l'indépendance au début du siècle dernier.

Madame la Présidente/Monsieur le Président,

Alors que les événements extérieurs à notre pays ont de plus en plus d'impact sur la vie des Suédois, la délimitation entre politique intérieure et politique étrangère devient moins tranchée. La communauté de valeurs qui est la base d'une démocratie

vivante au niveau national doit aujourd'hui être recherchée également au plan international.

L'avenir des Suédois est étroitement lié à celui du monde extérieur. Notre participation et notre solidarité contribuent à donner à d'autres la foi en l'avenir.

- Voilà pourquoi nous voulons approfondir et élargir la coopération dans notre espace de voisinage et en Europe. Nous devons saisir l'occasion historique de créer une Europe démocratique unie et de réaliser un ordre qui cherche la sécurité dans la coopération et n'admette pas la violence pour résoudre les antagonismes politiques.

- Voilà pourquoi nous voulons rénover la coopération dans le monde. Les défis lancés à la vie et au bien-être de l'humanité – les menaces planétaires contre l'environnement, la maladie, la pauvreté, les armes de destruction massive, le protectionnisme et les violations des droits de l'homme – ne peuvent être relevés que par la coopération internationale.